

## RÈGLEMENT NUMÉRO 296-2016

Règlement numéro 296-2016 décrétant une dépense de 1 260 425\$ et un emprunt de 1 260 425\$ pour le recouvrement final de la cellule numéro 1 au lieu d'enfouissement technique de matières résiduelles situé au rang 5 à Saint-Alphonse.

---

ATTENDU que les municipalités des MRC de Bonaventure et Avignon ont signé une entente pour acheminer leurs matières résiduelles au LET de Saint-Alphonse désigné comme étant la demie Est du lot 1018, rang V, canton Hamilton ;

ATTENDU que la Ministre des Affaires municipales et des Régions a confirmé dans une correspondance en date du 6 décembre 2005 qu'advenant une entente à l'effet que la participation des autres municipalités couvre la presque totalité du remboursement de l'emprunt, le projet n'affecterait pas le pouvoir d'emprunt de la municipalité de Saint-Alphonse, laquelle fait partie intégrante du présent règlement comme annexe C;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Alphonse a un certificat d'autorisation portant le numéro 7522-11-01-0002302 en date du 20 juin 2008, une modification portant le numéro 7522-11-01-0002304 en date du 19 janvier 2009 et un certificat d'autorisation portant le numéro 7522-11-01-0002312 en date du 7 mai 2015 émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dûment en vigueur pour l'exploitation du site, lesquels font partie intégrante du présent règlement comme annexe «D», «E» et «F»;

ATTENDU que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 7 mars 2016;

Il est proposé par la conseillère Josiane Appleby, appuyé par le conseiller Tommy Cyr et résolu à l'unanimité des conseillers que le conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1.           Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci comme s'il était au long reproduit.

## RÈGLEMENT NUMÉRO 296-2016

- ARTICLE 2. Le conseil est autorisé à exécuter ou à faire exécuter les travaux pour le recouvrement final partiel de la cellule d'enfouissement technique de matières résiduelles numéro 1, situé au rang 5 sur le territoire de la Municipalité de Saint-Alphonse et desservant les municipalités signataires et régionales intervenantes de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» incluant les frais, les taxes et les imprévus, tel qu'il appert de l'estimation détaillée préparée par Catherine Fortin, et vérifiée par Guy Péloquin de la firme WSP Canada inc, en date du 25 février 2016, laquelle fait partie intégrante du présent règlement comme annexe « A ».
- ARTICLE 3. Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 1 260 425\$ pour les fins du présent règlement.
- ARTICLE 4. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 1 260 425\$ sur une période de 3 ans.
- ARTICLE 5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable desservi par le service de matières résiduelles situé sur le territoire de la municipalité, une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.
- ARTICLE 6. Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.
- ARTICLE 7. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
- ARTICLE 8. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement entre autres les montants provenant des municipalités signataires selon les termes et critères de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» et jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe «B ».

ARTICLE 9. Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de la dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention entre autres les montants provenant des municipalités signataires selon les termes et critères de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» et jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

ARTICLE 10. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION LE 7 MARS 2016  
ADOPTÉ À LA SÉANCE DU 21 MARS 2016  
APPROBATION REÇUE DU MAMOT LE 27 MAI 2016  
PUBLIÉ LE 14 JUIN 2016

---

Gérard Porlier  
Maire

---

Reina Goulet, secrétaire-trésorière  
et directrice générale